Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2009)
Heft: 1

Artikel: MIKADO : cantons et région territoriale 1 unis par le même combat
Autor: Rey, Christian / Pauchard, Yan
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-348788

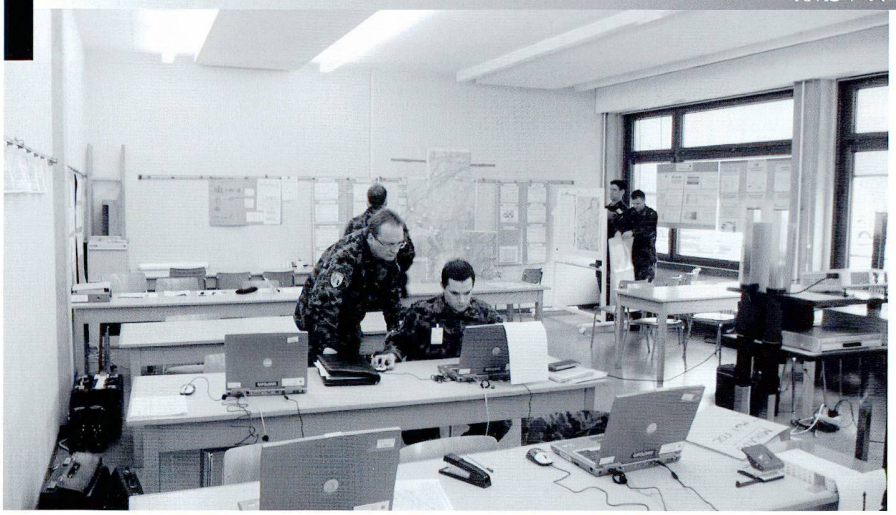
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 25.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Le domaine de base d'état-major 4 (logistique) durant l'exercice MIKADO. Toutes les photos © rég ter 1.

MIKADO : Cantons et Région territoriale 1 unis par le même combat

Col Christian Rey, cpl Yan Pauchard

Cellule Communication, région territoriale 1

Durant le siècle dernier, l'armée avait un objectif simple : défendre le territoire suisse contre une invasion étrangère. Depuis la chute du Mur de Berlin, les attentats du 11 septembre et les menaces terroristes de tous genres, le monde a changé. La menace se fait diffuse, pouvant émaner de l'intérieur même du pays, par exemple de mouvements extrémistes politiques ou religieux. Et là, en Suisse, fédéralisme oblige, la question des compétences entre la Confédération et les cantons n'est pas toujours clairement définie. « Nous sommes dans une zone grise, reconnaît le commandant de corps Dominique Andrey, commandant des Forces terrestres. Nous vivons un changement de mentalité. Le concept de sûreté sectorielle vise à maintenir ou à restaurer la capacité de conduite et de fonctionnement civil et militaire ainsi que la souveraineté sur l'espace aérien et terrestre en cas de menace de portée stratégique. Dans ce cas là, ce sont les autorités civiles qui définissent les priorités en matière de sécurité. » Et donc, ce sont elles qui demandent l'aide de l'armée de manière subsidiaire, le cas échéant.

Dans le but d'améliorer la collaboration entre les cantons et l'armée, l'exercice MIKADO a eu lieu du 25 au 27 novembre 2008. Il s'agit d'un grand exercice de l'état-major de la région territoriale 1. Pour l'occasion, durant 3 jours, 150 officiers, ainsi que 50 partenaires des états-majors civils de conduite des six cantons romands plus Berne (dont la nouvelle appellation est office cantonal de conduite, OCC) ont été réunis sur la place d'armes de Moudon, dans la Broye vaudoise. Ces partenaires sont notamment : les polices cantonales, les pompiers ainsi que les services d'ambulance, pour l'essentiel. La logistique de l'opération était assurée par 70 hommes du bataillon d'aide en cas de catastrophe 34 (bat acc 34).
Le niveau de l'exercice proposé se voulait exigeant. « Il faut s'exercer sur le plus difficile », relève encore le commandant de corps Dominique Andrey. Selon le scénario défini, des activistes exilés de Mikadia militent depuis plusieurs années en Europe pour l'installation d'un régime religieux dans leur pays. Manifestations et violences se multiplient. Le mouvement devient une menace pour la stabilité de la Suisse. Cette insécurité croissante pousse des citoyens helvétiques à se réunir en milices afin de se défendre par eux-mêmes, faisant monter encore davantage la tension. La situation finit par dégénérer. Il y a des attentats. Les conditions de vie dans le pays sont menacées. Les forces de sécurité civiles épuisées, les gouvernements cantonaux finissent par faire appel à l'armée...
Si le scénario peut paraître de prime abord exagéré, il est jugé « malheureusement vraisemblable. » Les attaques terroristes en mars 2004 à Madrid ou en juillet 2005 à Londres, ou plus récemment celles de Bombay, sont là pour rappeler l'existence de tels dangers. Lors du séminaire d'introduction à l'exercice MIKADO, servant à camper la situation initiale, Raphaël Rebord, un des conférenciers, chef d'état-major de la police genevoise, est ainsi venu rappeler à l'état-major la situation particulière de son canton, qui accueille sur son territoire pas moins de 24 organisations internationales, dont les organisations mondiales de la santé (OMS), du commerce (OMC) et des télécommunications (UIT) notamment.

Durant les trois jours de l'exercice, l'état-major de la région territoriale 1 a ainsi reçu cinquante demandes émanant des cantons. Les besoins variés des autorités civiles vont de la protection de l'aéroport international de Genève (AIG), des bâtiments de l'ONU, de barrages en Valais ou de la centrale nucléaire de Mühleberg, jusqu'à l'évacuation de l'hôpital de Fribourg. « La difficulté réside dans le fait de devoir gérer, trier, prioriser les nombreuses demandes des cantons qui arrivent en même temps », explique le divisionnaire Jean-François Corminboeuf, commandant de la région territoriale 1, qui -il faut le rappeler- a la charge de 43% du territoire suisse et de

Comme tous les états-majors de Grandes unités, la gestion et la conduite au quotidien des engagements a lieu depuis le centre d'opérations tactiques (TOC), où sont présents des représentants de chacun des domaines de bases de l'état-major (DBEM).

38% de sa population. Le risque réside surtout dans le fait de disséminer les forces militaires et ainsi perdre sa marge de manœuvre et sa capacité de réaction.

Preuve de l'importance de MIKADO, la place d'armes de Moudon a reçu la visite de la sous-commission de la politique de sécurité du Conseil national, ainsi que celle de plusieurs personnalités civiles. Parmi elles, le conseiller d'Etat neuchâtelois Jean Studer, chef du Département de la Justice, de la Sécurité et des Finances, a souligné que « l'armée était capable d'assurer une réponse rapide aux demandes des cantons ». Le socialiste se demandait également si les autorités civiles ne devraient pas s'inspirer de la région territoriale 1 et mettre sur pied un organe de coordination de sécurité civile intercantonal au niveau romand !

Chef du Tactical Operations Center (TOC), au cœur de MIKADO, Christian Cudré-Mauroux, commandant de la gendarmerie genevoise au civil, estime que ce genre d'exercice de collaboration entre cantons et armée est primordial : « La notion de réseau est ici fondamentale. C'est important d'apprendre à connaître avec qui l'on travaille, de participer à quelque chose ensemble ». Et de conclure : « En cas de crise, on ne résout pas les problèmes par les procédures ou les machines, mais par les gens ». D'autre part, afin de faire une large diffusion du cadre de l'exercice MIKADO le cdt C Dominique Andrey à organisé une journée VIP invitant les commandants militaires et autorités civiles responsables des engagements dans le territoire de la région territoriale 1.

En conclusion de l'exercice, le divisionnaire Jean-François Corminboeuf en est persuadé : « L'armée est équipée pour faire face à une crise de grande envergure. Son engagement est indispensable lorsque les moyens civils en matière de sécurité sont épuisés ». Des propos qui font écho à ceux du commandant de corps Dominique Andrey : « Je sais aujourd'hui que la région territoriale 1 est apte à l'engagement. Mon front ouest est sûr ! ».

C. R., Y. P.

Le renseignement passe par le contact permanent avec les partenaires - militaires et civils.